

Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée
à M.le président pour les actions en justice
Budget primitif 2019
ANNEXE

ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DECISION
DEPUIS LA REUNION « DM1 2018 » DU 17 OCTOBRE 2018 JUSQU'AU 1^{er}MARS 2019

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques, et en matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale). A compter du 1^{er} janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21^e siècle, les juridictions spécialisées disparaissent et le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande instance et le tribunal administratif.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de « l'excès de pouvoir » (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le « contentieux de pleine juridiction » (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déféré préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) étant supprimée.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à l'état et à la capacité des personnes, à la gestion du domaine privé (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Procédure

Problématique

Demandeur et date de la requête

1 - Contentieux domanial

Département 3 novembre 2017	. Référé suspension à l'encontre de la décision du 3 août 2017 par laquelle l'établissement public foncier de Montauban a décidé de préempter l'immeuble 20 Esplanade des Fontaines à Montauban (site Novalia et ancienne caserne Gambetta).	° <i>Tribunal Administratif</i> : .Par ordonnance du 10 novembre 2017, le juge des référés a suspendu la décision de préemption de l'établissement public foncier.	1 17-4580
Etablissement public foncier de Montauban	. Pourvoi en cassation de l'ordonnance de référé rendue le 10 novembre portant suspension de la décision de préemption.	° <i>Conseil d'État</i> : Arrêt du 1 ^{er} juin 2018 : la décision de préemption de l'établissement public foncier de Montauban est suspendue.	2 415976
	.Recours en annulation de la décision de préemption (couplée au référé-suspension)	° <i>Tribunal Administratif</i> : Jugement du 5 février 2019 d'annulation de la décision de préemption de l' Etablissement public foncier de Montauban.	3 17-4579

2- Contentieux du personnel

M. X Agent contractuel 1 ^{er} juin 2016	Contentieux du non-renouvellement de contrat Requête en annulation de la décision implicite de rejet de sa demande indemnitaire préalable.	<i>Tribunal Administratif</i> : Jugement du 9 octobre 2018. Décision du Département de ne pas faire appel.	4 16-2479
--	--	--	--------------

03 MAI 2019

3 - Contentieux de la responsabilité

Tiers victime 15 mars 2017	Responsabilité administrative du fait de l'activité des services sociaux.	<i>Tribunal pour enfants :</i> Audience du 6 décembre 2018	5
-------------------------------	---	---	---

4 - Contentieux des aides et prestations (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie -APA-, revenu de solidarité active -RSA-, obligation alimentaire)

4.1-Obligation alimentaire

Mme X 8.10.2018	Recours d'un obligé alimentaire sur la répartition des contributions.	.Tribunal de Grande Instance de Montauban.	6 2271
Département 31. 08. 2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (M...).	.Juge aux affaires familiales. Tribunal de Grande Instance de Montauban (jugement non rendu).10	7 18/01077
Département 26. 11. 2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (Mme...).	.Juge aux affaires familiales. Tribunal de Grande Instance de Montauban (jugement non rendu)	8
Département 28.11.2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (M...).	Juge aux affaires familiales. Tribunal de Grande Instance de Montauban (jugement non rendu).	9 18/01437

03 MAI 2019

19700011

Département 26. 12. 2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (Mme...).	Juge aux affaires familiales. Tribunal de Grande Instance de Montauban.	
4. 2-Aide sociale			
Département 22. 11. 2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Tribunal de Grande Instance de Montauban	11
Département 11. 12. 2018 (1ère affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Tribunal de Grande Instance de Montauban	12
Département 11.12. 2018 (2ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Tribunal de Grande Instance de Montauban	13
Département 11.12. 2018 (3ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...)	Tribunal de Grande Instance de Montauban	14
Département 11.12. 2018 (4ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement : dossier Mme X	Tribunal de Grande Instance de Montauban	15

Département 11.12. 2018 (5ème affaire)	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (Mme...).	Tribunal de Grande Instance de Montauban	
Département 13.12.2018	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais. Maison de retraite (M..)	Tribunal de Grande Instance de Montauban	17
Département 26. 12. 2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (Mme...).	Juge aux affaires familiales Tribunal de Grande Instance de Montauban (jugement non rendu).	18 19/00010
M. X tuteur 19.11.2018	Action en contestation du refus d'admission à l'aide sociale.	Tribunal de Grande Instance de Montauban	19 2272

4.3-Revenu de solidarité active-RSA

Mme X 28/02/2018	Action en contestation d'un indu	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 27 décembre 2018	20 18-828
M. X 23/03/2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 28 décembre 2018	21 18-1306
M. X – Mme X 26/03/2018	Action en contestation d'un refus du droit RSA	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 13 décembre 2018	22 18-1488

M. X 26/04/2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 30 novembre 2018	
Mme X 06/04/2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 19 octobre 2018	24 18-1570
Mme X 4/06/2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 11 octobre 2018	25 18-2589
Mme X 20/07/2018	Action en contestation du recouvrement d'un indu€	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 29 octobre 2018	26 18-389
Mme X 22/08/2018	Action en contestation d'un refus remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 11 octobre 2018	27 18-3397
Mme X 17/08/2018	Demande d'annulation de la sanction administrative (amende)	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 29 octobre 2018	28 18-3836
Mme X 12/09/2018	Action en contestation du recouvrement d'un indu	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 9 novembre 2018	29 180-4255

Envoyé en préfecture le 24/04/2019 Reçu en préfecture le 24/04/2019 Affiché le 03 MAI 2019 ID : 082-228200010-20190403-CD20190403_33-DE			10-4300	
Mme X 7/09/2018	Action en contestation d'un refus remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 11 octobre 2018		
Mme X 15/10/2018	Action en contestation d'un refus remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 23 novembre 2018	31 18-5036	
Mme X 26/10/2018	Action en contestation du recouvrement d'un indu	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 15 janvier 2019	32 18-4871	
M. X 30/10/2018	Action en contestation d'un refus remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 27 décembre 2018	33 18-4791	
Mme X 26/11/2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 10 décembre 2018	34 18-5058	
Mme X 28/11/2018	Action en contestation d'un refus remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 27 décembre 2018	35 18-5690	
M. X 26/11/2018	Action en contestation d'un refus remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 6 février 2019	36 18-5202	
M. X 27/12/2018	Action en contestation d'un refus remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 26 février 2019	37 18-5941	

Mme X 10/01/2019	Action en contestation du recouvrement d'un indu	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 3 janvier 2019	
Mme X 30/01/2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 8 janvier 2019	39 18-376
Mme X 02/12/2017	Action en contestation d'un refus d'octroi de l'allocation	<i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 21 février 2019	40 17-5633
4.4-Aide personnalisée à l'autonomie (A.P.A.)			
Mme X 17/09/2018	Action en contestation de la décision administrative (31/08/2018) refusant l'allocation personnalisée d'autonomie.	Commission départementale d'aide sociale du 7 décembre 2018 : décision de rejet infirmée, recours accepté.	41
5-Carte mobilité inclusion-personnes handicapées			
Monsieur X... Usager demandeur 6 septembre 2018	Action en contestation de la décision administrative de refus de la carte mobilité inclusion-mention stationnement.	<i>Tribunal Administratif :</i> Ordonnance du 23 janvier 2019 constatant le désistement d'instance du demandeur	42 18-4359
Madame Y... Usager demandeur 23 avril 2018	Action en contestation de la décision administrative de refus de la carte mobilité inclusion-mention stationnement.	<i>Tribunal Administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 26 février 2019	43 18-1972

Envoyé en préfecture le 24/04/2019 Reçu en préfecture le 24/04/2019 Affiché le 03 MAI 2019 ID : 082-228200010-20190403-CD20190403_33-DE 18-4071			
Madame Z... Usager demandeur 24 août 2018	Action en contestation de la décision administrative de refus de la carte mobilité inclusion-mention stationnement.	<i>Tribunal Administratif:</i> .Mémoire en réponse du Département le 26 février 2019	
Monsieur X... Usager demandeur 18 mai 2018	Action en contestation de la décision administrative de refus de la carte mobilité inclusion-mention stationnement.	<i>Tribunal Administratif:</i> .Mémoire en réponse du Département le 10 septembre 2018	45 18-2380
6- Contentieux répressif			
Ministère public 3 janvier 2019	Infraction routière – Suspicion de non déclaration de transmission de l'identité du conducteur	<i>Tribunal de Police de Mont-de-Marsan</i> Audience du 13 février 2019	46 17/00008811